

Aujourd'hui est un jour important pour l'unité européenne.

Ce matin, le Parlement européen a eu l'honneur d'accueillir le Président Zelensky, qui est le symbole même de la bravoure, du courage et de la résilience du peuple ukrainien. Le Président Zelensky s'est exprimé depuis notre hémicycle, mais ses paroles ont résonné aux quatre coins de l'Europe. Il y a lancé un message fort d'unité en nous rappelant que la lutte pour l'Ukraine n'est pas seulement une lutte territoriale, mais aussi une lutte pour la défense de nos valeurs communes.

Cela fait près d'un an que la Russie a envahi illégalement l'Ukraine souveraine et indépendante. L'entière solidarité dont nous avons fait preuve envers le peuple ukrainien fait notre fierté.

Mais la guerre en Ukraine se poursuit. Or, nous ne pouvons pas permettre que la lassitude s'installe, car c'est ce que le Kremlin espère. Il entend en effet épuiser nos moyens et notre patience.

Il nous faut encore renforcer notre soutien à l'Ukraine.

L'Ukraine a besoin d'armes. Cette nouvelle phase dans laquelle est entrée la guerre requiert davantage d'armes lourdes. Il faut envisager de livrer des chars, des avions et des systèmes de défense à longue portée et il faut le faire vite. L'heure n'est pas à la complaisance.

Ce n'est qu'ainsi que nous pouvons contribuer à la paix. La paix dans la dignité. La paix dans la liberté. La paix dans la justice.

Car l'Ukraine, c'est l'Europe. L'année dernière, nous avons pris la décision historique d'octroyer à l'Ukraine et à la Moldavie le statut de pays candidat à l'Union européenne. Il ne s'agissait pas d'un simple acte symbolique, mais bien de l'affirmation de la place de l'Ukraine au sein de l'Union européenne. Nous devons être prêts à passer de la parole aux actes. L'Ukraine nous a impressionnés par le rythme rapide de ses réformes. J'ai bon espoir que les négociations d'adhésion pourront débuter dès que possible, à condition que l'Ukraine remplisse tous les critères nécessaires.

Cette année écoulée nous a également montré que nous pouvions nous unir pour faire face à de grands mouvements de population. Nous avons montré que nous en étions capables.

La migration est un sujet que nous avons régulièrement abordé, au fil des années et des législatures. Nous ne sommes pourtant pas parvenus à trouver ensemble une voie durable à long terme.

Je sais que chacun d'entre nous pourrait dès lors être tenté de faire cavalier seul. Les autocrates le savent très bien. Les cyniques n'attendent que cela. C'est précisément dans ces moments difficiles que nous devons tout faire pour ne pas céder à cette tentation.

Je suis néanmoins convaincue que certains problèmes nécessitent une réponse européenne. Et même si ces problèmes sont complexes et pluridimensionnels, nous pouvons et nous devons trouver des accords à plus long terme.

Le Pacte européen sur l'immigration et l'asile est un premier pas concret dans cette voie.

- Dernièrement, on a beaucoup parlé du renforcement de nos frontières extérieures, et ce à juste titre. Mais n'oublions pas que nous pouvons d'ores et déjà nous atteler à la tâche, tout en préservant l'intégrité de l'espace Schengen, au moyen d'un accord sur le règlement sur les procédures d'asile et le filtrage.
- Nous avons cherché à savoir comment résoudre les questions des mouvements secondaires et de la solidarité effective. Ces questions pourraient trouver leur réponse dans des accords sur Eurodac et le règlement relatif à la gestion de l'asile et de la migration.
- Nous avons aussi abordé la dimension extérieure et nos efforts avec les principaux pays tiers. Cette discussion est déjà prévue dans le règlement relatif à la gestion de l'asile et de la migration. Nous devons aussi, à cet égard, nous pencher sur la question des retours. Trop peu de personnes qui pourraient et devraient être renvoyées dans leur pays en toute sécurité ne le sont toujours pas. C'est une situation difficile à expliquer à nos citoyens. Or, nous pouvons faire mieux. Nous pouvons en effet consacrer nos ressources à ceux qui en ont le plus besoin.
- Le pacte sur la migration peut même aller bien au-delà de toutes ces considérations. Grâce à sa perspective globaliste, il tient compte des situations de crise, de force majeure et d'autres circonstances imprévues.

C'est pourquoi nous devons rester concentrés sur notre objectif: mener à bien la réforme du cadre législatif en matière d'asile et de migration avant la fin de cette législature.

C'est ce à quoi le Parlement européen et les cinq présidences tournantes du Conseil se sont engagés envers les citoyens européens en septembre de l'année dernière. Si nous nous éparpillons, nous ne ferons que retarder, voire entraver, cette réforme.

Or, il n'y a plus de temps à perdre. Il faut absolument que les négociations entre les deux co-législateurs débutent dans les prochains mois. Que l'on prenne le temps de trouver le bon équilibre entre humanité et équité pour ceux qui cherchent une protection, fermeté pour ceux qui n'ont pas vocation à rester et détermination pour ceux qui exploitent les personnes plus vulnérables de notre planète.

Comme vous le savez, la migration n'est qu'un des problèmes auxquels l'Europe est actuellement confrontée. Le monde traverse en effet une période de turbulences: inflation élevée, augmentation des prix de l'énergie, industries en difficulté et factures douloureuses pour les ménages. Nous devons dès lors exploiter notre principal atout.

Cette année, notre marché unique fête ses 30 ans. Ces trente dernières années, les perspectives pour les citoyens, les entreprises et les consommateurs ont été plus nombreuses que nous n'aurions jamais pu l'imaginer. Être le plus grand marché unique et *démocratique* au monde a renforcé notre position sur la scène internationale. Même à une époque où notre approche européenne est remise en question. Nous continuons de définir des normes de portée mondiale. Car le monde sait que notre modèle de société ouverte et de marché libre fonctionne.

L'Europe a beaucoup plus à offrir que nous ne le pensons.

Nous pouvons nous appuyer sur ces fondations solides. Accélérons le rythme des investissements en Europe, afin de remettre l'économie européenne résolument sur la voie de la croissance et d'améliorer encore notre compétitivité. Inutile de réinventer la roue: les fonds de l'instrument de l'Union européenne pour la relance sont d'ores et déjà disponibles. Dans le même temps, une révision du cadre financier pluriannuel nous permettra de

redistribuer les fonds dans des tranches qui étaient moins prioritaires lors des négociations.

Pas plus tard que la semaine dernière, les entreprises du secteur de l'énergie et de l'électricité ont annoncé des bénéfices records en 2022. Le moment est venu de remettre sur la table l'idée d'une taxe sur les bénéfices exceptionnels.

Je sais qu'une décision a déjà été prise, mais sachant qu'une entreprise du secteur de l'énergie a engrangé à elle seule quelque 40 milliards d'euros de revenus supplémentaires, alors que les citoyens et les entreprises ont besoin d'aide, trop nombreux sont ceux qui passent encore entre les mailles du filet.

Selon les dernières prévisions, l'Union européenne sera en mesure de déployer plus d'énergies renouvelables au cours des cinq prochaines années qu'au cours des deux dernières décennies. Cette transition, nécessaire, n'est pas une menace, mais bien une chance.

Ce matin, le Parlement a adopté sa position sur le règlement européen sur le gaz ainsi que sur le dernier gros dossier du paquet «Ajustement à l'objectif 55», la directive sur la performance énergétique des bâtiments. Nous en sommes aux derniers stades de la préparation du cadre réglementaire nécessaire à la transition dont nous avons convenu dans la loi européenne sur le climat.

L'Union européenne devrait s'employer à essayer de dégager un avantage concurrentiel à l'échelle mondiale, sans trahir ses valeurs démocratiques et sans perdre de vue ses objectifs climatiques, en s'appuyant sur son cadre réglementaire unique.

Et ce faisant, je confirme ce que j'ai dit en décembre: nous devons éviter de nous engager sur le terrain glissant de la course au protectionnisme. Il ne s'agit pas de nous claquemurer. Si notre économie a pu se développer au fil du temps, c'est justement parce que nous avons défendu la position contraire.

Notre approche européenne fonctionne.

Cela vaut également pour la quête d'intégrité, d'indépendance et de responsabilité de nos institutions. J'ai le plaisir de vous annoncer, à cet égard, que nous avons adopté hier soir nos premières mesures et je suis convaincue que nous rétablirons peu à peu la confiance dans le Parlement et dans notre projet.

Je tiens enfin à rendre hommage à Níkos Anastasiádis, qui, après avoir tenu pendant dix ans les rênes de la présidence chypriote, va bientôt passer la main. Je tiens encore à vous remercier, Monsieur Anastasiádis, de votre engagement en faveur de notre projet européen et de la paix ainsi que de tous vos efforts pour préserver la stabilité régionale au cours des dix dernières années. Vous avez en tout cas mis la barre très haut pour votre successeur.

Je vous remercie de votre attention.